

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le Troisième Forum européen sur les services d'intérêt général

s'est tenu à Bruxelles, au Comité économique et social, les 19 et 20 novembre 2001. Il a fait l'objet d'échanges très riches et animés tout au long des quatre séances grâce à la grande qualité des intervenants et des participants.

Les conclusions de ces deux journées seront diffusées dans le prochain bulletin.

On retiendra que de longs débats ont eu lieu sur des questions comme, notamment : la subsidiarité ; la notion de service universel ; l'évaluation ; la distinction, non acceptable, entre la nature économique et non économique des SIG ; le/ les régulateur/s ; la directive cadre ; la définition et la création des services européens d'intérêt général dans certains domaines ; le financement ; l'intérêt ou l'utilité de remplacer des monopoles publics nationaux par une situation oligopolistique au niveau européen avec des entreprises en général privées mais parfois publiques ; la contribution des SIG au développement durable ; les nouvelles solidarités qu'il va falloir développer avec les futurs pays membres de l'Union ; les négociations sur l'AGCS dans le cadre de l'OMC.

A l'issue de ces deux journées de travaux, le CELSIG a fait des propositions pour :

♦ une **déclaration pour le Conseil européen de Laeken de décembre 2001**

demandant que le Conseil s'engage à ce que i/ la directive cadre soit prise le plus rapidement possible et que son articulation avec les différentes directives sectorielles existantes soit précisée ii/ un observatoire européen des services d'intérêt général, indépendant, soit créé dans les meilleurs délais.

♦ préparer des **propositions pour la Convention en vue de la Conférence intergouvernementale de 2004**

Ces propositions seraient élaborées sur la base de travaux menés sur trois axes :

i/ examen du meilleur endroit du traité où introduire une référence aux SIG : l'article 2 qui définit la mission de l'Union, l'article 3 qui décrit les actions (que propose la Commission)

ii/ le contenu d'un titre consacré aux SIG à introduire dans le traité

iii/ si la décision était prise de produire une constitution européenne, comment y introduire les SIG,

étant entendu que les SIG doivent être considérés à la fois comme garanties des droits fondamentaux et comme éléments de la cohésion économique sociale et territoriale.

Le CELSIG vient de transmettre ces propositions à la présidence de l'Union. Il va, par ailleurs, lancer les travaux sur les trois axes dès le début de 2002 afin que leurs résultats et des propositions soient présentés le plus rapidement possible à la Convention, dont les travaux vont démarrer en 2002 (Quatrième Forum, colloque ?).

The Third European Forum on services of general interest

was held on the 19th and 20th November at the Economic and Social Committee in Brussels. It was marked by very rich and live debates throughout the four sessions, thanks mainly to the remarkable high quality of orators and participants.

Minutes from these two days of discussions will be made available in our next bulletin.

It is interesting to note that lengthy debates were held on, in particular, such questions as : the subsidiarity, the notion of universal service, the evaluation, the unacceptable distinction between the non-economic and economic nature of SGI, controller/s; framework directive; the definition and the creation of European services of general interest in certain fields; financing; the interest or the usefulness of replacing national public monopolies by an oligopolistic structure at the European level with mainly private firms but sometimes public ones as well; the contribution of SGI to sustainable development; new forms of solidarity which will have to be developed with future members of the Union; negotiations concerning GATS within the framework of WTO.

At the end of these two working days, CELSIG made proposals for:

♦ a **declaration intended for the European Council of Laeken in December 2001**

asking the Council to ensure that i/ the framework directive is accepted without delay and that its association with different existing sector-based directives is clarified ii/ an independent European observatory of services of general interest is created as soon as possible.

♦ preparation of **proposals for the Convention in view of the intergovernmental Conference in 2004.**

These proposals shall be elaborated on the basis of work carried out along three axes:

i/ examination of the most appropriate position in the treaty to place the reference of SGI: article 2 which stipulates the mission of the Union, article 3 which outlines actions (that the Commission proposes).

ii/ the content of a heading, devoted to SGI, that is to be introduced in the treaty

iii/ if the decision to write a European constitution were taken, how will the SGI be introduced;

given that the SGI must be considered as both the guarantee of fundamental rights and as elements of economical, social and territorial cohesion.

CELSIG has submitted these proposals to the Presidency of the Union. Further, it will launch work on the three axes right from the beginning of the year 2002 in order that the outcome and further proposals be presented, as soon as possible, to the Convention whose work will commence in 2002 (Fourth Forum, colloquium?).

Services d'intérêt général

Le Parlement européen a voté, le 13 novembre, une résolution (rapport Lnagen) dans laquelle il invite la Commission à proposer une directive cadre garantissant une norme minimale des services d'intérêt général (SIG) dans l'Union et définissant les principes communs sur lesquels les SIG devront reposer ainsi que les responsabilités des autorités nationales et locales. Il demande une analyse détaillée de l'impact des libéralisations réalisées, avant l'ouverture d'autres secteurs à la concurrence. Il estime que les Etats membres devraient être autorisés à accorder une aide financière aux entreprises qui fournissent des services obligatoires sans que cela constitue une aide d'Etat, que les règles européennes ne devraient pas s'appliquer aux autorités de contrôle du trafic aérien, à la sécurité nationale, à l'administration de la justice, à la mise en œuvre des politiques étrangère, sociale et d'éducation. Il se dit, en même temps, favorable à l'achèvement de la libéralisation des transports, de l'électricité, du gaz, de la poste. Il invite les Etats membres à examiner si la privatisation de l'eau peut contribuer à l'amélioration des services et à rechercher les autres secteurs qui pourraient être ouverts à la concurrence dans certaines conditions : déchets, transports. Sur la radio télédiffusion, il estime qu'une clarification des règles de concurrence est nécessaire et que les entreprises publiques ne devraient pas bénéficier d'avantages anormaux quand elles sont en concurrence avec le secteur privé.

Projet de règlement transport

Le Parlement a modifié radicalement la proposition de règlement de la Commission relatif aux obligations de services publics dans les transports de voyageurs urbains et interurbains en adoptant, le 14 novembre dernier, le rapport de Erik Meijer (GUE, Pays Bas). Le projet adopté laisse aux autorités municipales le choix de les confier à des entreprises privées après appel d'offres, ou de les exploiter en régie publique. Ce point a été très controversé. Comme nous l'avions annoncé (voir bulletin 89), le Parlement a augmenté le montant des marchés à partir desquels un appel d'offres serait nécessaire ; allongé la durée des contrats ; clairement exclu le rail longue distance du champ du règlement. Ce dernier aspect reviendra probablement dans le "deuxième paquet ferroviaire" que la Commission doit présenter prochainement. Le Parlement a précisé également les critères sociaux et de qualité qui devront être pris en compte.

Cour de justice

- ♦ **missions d'intérêt général dans le domaine sanitaire** : la Cour a considéré (arrêt C-475/99) que la mission d'intérêt général confiée par le Land de Rhénanie-Palatinat aux organisations chargées du transport des malades peut justifier une restriction de concurrence dans une zone géographique limitée si cette restriction est nécessaire à l'exercice de la mission pour atteindre un équilibre économique général.
- ♦ **clauses abusives** : la Cour a précisé que seules les personnes physiques sont concernées par la notion de consommateur dans la directive européenne 93/13 sur les clauses abusives dans les contrats. (arrêts C-541/99 et C-542/99)

Services of general interest

The European Parliament voted a resolution (Lnagen report) on 13th November in which it is calling the Commission to put forward a framework directive ensuring a minimum norm of services of general interest in the Union and, setting out common principles on which SGI will be based and the responsibilities of national and local authorities. It is also calling for a detailed analysis of the impact of liberalisations carried out so far, before the opening to competition of other sectors. It believes that Member States should be authorised to grant financial aid to firms providing mandatory services without such aid being considered as State aid, that European rules should not be applied to, air traffic control authorities, national security, legal administration, implementation of foreign, social and educational policies. At the same time it remains in favour of the completion of liberalisation in transports, electricity, gas and postal services. It is inviting Member States to examine whether privatisation of water supply can contribute to the improvement of these services and to look for other sectors which could, under certain conditions, be opened up to competition; waste disposal, transports. Concerning radio and television, it is of the opinion that clarifications on competition rules need to be made and that public firms should not benefit from excessive privileges when they enter into competition with the private sector.

Transport regulation draft

The Parliament made significant amendments to the regulation proposed by the Commission concerning the obligations of public services in the urban and inter-urban passenger transports, by adopting, on 14th November, the report from Erik Meijer (GUE, The Netherlands). The adopted draft leaves the municipal authorities the choice to award such services to private firms, after calls for tender or to run them using local authority controlled firms. This point was strongly contested. As we already announced (see bulletin 89) the Parliament increased the amount involved in a contract above which it would be necessary to make calls for tenders; lengthened the duration of contracts, clearly excluded long distance railways from the application of the rule. This last point will probably come back again in the "second railways package" that the Commission is going to present soon. The Parliament has equally clarified social and quality criteria that have to be taken into account.

Court of Justice

- ♦ **missions of general interest in the field of health**: The Court ruled that (judgement C-475/99) the mission of general interest entrusted by the Land of Rhénanie-Palatinat to medical organisations responsible for the transportation of patients could justify competition restrictions being imposed in a limited geographical zone if such restrictions were necessary in the carrying out of the mission in order to attain overall economic balance.
- ♦ **unfair terms**: the Court clarified that term consumer in the European directive 93/13 on unfair terms in contracts referred to natural persons only (judgements C-541/99 and C-542/99).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.